

# Une spéculation s'installe autour des PME

**FINANCE** - Fonds d'investissement et groupes industriels font grimper le prix de certaines PME.

**P**our la plupart non cotées en Bourse, les PME sont pourtant l'objet de toutes les attentions de la part des financiers. Comme le montre l'indice Argos Epsilon 2006 publié hier, le prix des PME achetées puis revendues par des fonds d'investissement ou de gros industriels a connu une hausse de 30 % depuis deux ans. La tendance est générale aussi bien en France que dans toute la zone euro. Une spéculation s'opère autour de ces petites sociétés pour des montants de transactions oscillant entre 15 et 150 millions d'euros. Le mouvement est confirmé également par le nombre de cessions de PME en constante augmentation depuis 2000, selon les données fournies par Argos Soditic et Epsilon Finance, les deux sociétés ayant réalisé l'indice. Parmi tous les secteurs industriels, certains sont plus recherchés que d'autres pour des opéra-

tions de LBO par exemple (Leveraged Buy Out, c'est-à-dire des opérations de rachat d'entreprises réalisées grâce à l'effet de levier financier procuré par l'endettement). Les PME du secteur de la santé et des activités médicales sont recherchées et voient leurs prix s'élever au-dessus de la moyenne. Le mouvement de hausse est important.

Entre 2004 et 2006, les fonds d'investissements ou les gros industriels étaient prêts à payer de plus en plus cher leurs acquisitions pourvu que les promesses de profits soient alléchantes. A ce jeu, tous les secteurs industriels sont passés au peigne fin de la rentabilité. En rapportant la valeur économique des PME aux profits qu'elles sont capables de dégager dans les trois ou quatre années à venir, les opérateurs financiers se font une idée de ce qu'ils sont prêts à payer. Selon les chiffres fournis par Argos Soditic et Ep-

silon Finance hier, fonds d'investissement et gros industriels étaient prêts à déboursier 6,9 euros pour récupérer 1 euro de profit annuel début 2004. Trois ans plus tard, fin 2006, toujours pour 1 euro de profit, ils étaient prêts à payer 9 euros. De tels niveaux de valorisation ne sont pas sans conséquence. Pour rentabiliser des prix d'acquisitions élevés et récupérer plus que leur mise, « les fonds accentuent la pression sociale à l'intérieur même des PME rachetées », estime le collectif LBO (1).

**Sébastien Ganet**

(1) Regroupant salariés, syndicalistes et experts économiques, le collectif LBO organise le mardi 3 avril, à l'Arche de la Défense, la projection d'un documentaire sur les conséquences sociales des LBO (s'inscrire sur [www.collectif-lbo.org](http://www.collectif-lbo.org) ou <http://www.collectif-lbo.org/>)